



PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

N° 21.525

Marché soumis aux articles L1111-1, L2124-1, L2124-2 et R2124-1, R2124-2.1°, R2131-16.1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.

OBJET : APPEL D'OFFRES - GHT06
AO GHT FOURNITURES DE DMS D'ABORD PARENTAL 2022
REPONSE DEMATERIALISEE OBLIGATOIRE

Code CPV : 33141000-0 /33141240-4/33190000-8/33194000-6/333141200-2/33141310-6/33141320-9

Code nomenclature CHU : 18.18

Avis de publication adressé au BOAMP, JOUE et sur le PROFIL ACHETEUR

Le 13 octobre 2021

DATE & HEURE LIMITES DE RECEPTION DES OFFRES
Le 15/11/2021 12:00

	REDACTION	VISA	VERIFICATION	APPROBATION
FONCTION	Acheteur	Responsable Filière	Responsable Cellule des Marchés	Directeur Achat du GHT
NOM	<u>Karine</u> ACHACH	Karine ACHACH	Béatrice LEJEUNE	Gautier CAUMONT
VISA				

MP 01/20	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO DMS	V2	PAGE : 3/23
C.C.P. AO GHT FOURNITURE DE DMS D'ABORD PARENTERAL 2022			
DATE D'APPLICATION : OCTOBRE 2021			

SOMMAIRE

A. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES	5
1. OBJET	5
2. CADRE JURIDIQUE.....	6
3. TYPE ET FORME DE LA CONSULTATION.....	6
4. DUREE, DATE D'EFFET, ET MODALITES DE RECONDUCTION	6
5. EVOLUTION TECHNOLOGIQUE, TECHNIQUE OU REGLEMENTAIRE.....	7
6. EXECUTION COMPLEMENTAIRE	7
7. ALLOTISSEMENT	7
8. DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
9. DELAIS D'EXECUTION CONTRACTUELS	8
10. CONDITIONS DE LIVRAISON	10
11. CONTROLE DES LIVRAISONS ET ADMISSION	11
12. PENALITES POUR RETARD DE LIVRAISON OU INDISPONIBILITE	11
13. DELAIS DE GARANTIE – NORME	12
14. MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	12
15. AVANCE	14
16. ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	14
17. PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE	14
18. RETENUE DE GARANTIE	16
19. NANTISSEMENT ET CESSIION DE CREANCE	16
20. EXECUTION PAR DEFAUT	17
21. RESILIATION	17
22. REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE	17
23. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	17
24. EVOLUTION LEGISLATIVE OU REGLEMENTAIRE	18
25. REGLEMENT DES LITIGES	19
26. CARACTERE CONFIDENTIEL DES COMMUNICATIONS.....	19
27. COALITIONS- ENTENTES - POURSUITES.....	19
28. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	20
B. CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	20
28. DESCRIPTIF DES LOTS	20

MP 01/20	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO DMS	V2	PAGE : 4/23
C.C.P. AO GHT FOURNITURE DE DMS D'ABORD PARENTERAL 2022			
DATE D'APPLICATION : OCTOBRE 2021			

CONTEXTE

La loi de modernisation de notre système de santé, loi 2016-41 du 26 Janvier 2016 a créé un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé à l'échelle d'un territoire : les Groupements Hospitaliers de Territoire (G.H.T).

En application de l'article L 6132-3-3° du code de la santé publique (CSP), une convention constitutive a été signée le 30 Juin 2016.

Elle désigne le C.H.U de NICE comme Établissement Support du GHT 06.

Ce GHT est constitué des 13 établissements suivants :

1	CH d'ANTIBES	8	CH de PUGET THENIERS
2	CHI de BREIL SUR ROYA	9	CH ST LAZARE DE TENDE
3	CH de CANNES	10	CH ST MAUR de ST ETIENNE DE TINEE
4	CH D'ENTREVAUX	11	CH de SOSPEL
5	CH de GRASSE	12	CENTRE de LONG SEJOUR de VALLAURIS
6	CH de MENTON	13	CH de la VESUBIE
7	CHU de NICE		

La convention constitutive confie au C.H.U de NICE, Établissement Support, la coordination, au niveau du territoire, de la fonction achats, particulièrement de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat, du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés publics et leurs avenants.

À ce titre, en phase de passation, le CHU de NICE est l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il est chargé notamment d'organiser la procédure de passation dans le respect de la réglementation des marchés publics, signer et notifier le présent marché.

En phase d'exécution du marché public, le C.H.U de NICE assure la gestion contractuelle du marché : prise en charge des modifications, révisions de prix, résiliation éventuelle etc... en concertation avec les établissements du GHT 06.

Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés relèvent de chaque Établissement Partie au GHT.

Cette exécution de marché couvre le régime financier : recours éventuellement à la sous-traitance, gestion et émission de bons de commande passés au titre des marchés, vérification du service fait, règlement, versement d'avances, liquidation et mandatement des factures ...

Dans cette consultation, le terme C.H.U de NICE désigne donc l'Établissement Support du GHT.

A. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1. OBJET

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent la fourniture de **DMS D'ABORD PARENTERAL**

Les spécifications techniques sont définies dans le chapitre B Clauses Techniques particulières.

Elle est destinée aux établissements suivants du GHT :

ETABLISSEMENTS	DATE D'ENTREE DANS LE MARCHÉ
<input checked="" type="checkbox"/> CH ANTIBES	DATE DE NOTIFICATION
<input type="checkbox"/> CH de BREIL SUR ROYA	Cliquez ici pour entrer une date.
<input checked="" type="checkbox"/> CH de CANNES	DATE DE NOTIFICATION
<input type="checkbox"/> CH D'ENTREVAUX	Cliquez ici pour entrer une date.
<input checked="" type="checkbox"/> CH de GRASSE	DATE DE NOTIFICATION
<input checked="" type="checkbox"/> CH de MENTON	DATE DE NOTIFICATION
<input checked="" type="checkbox"/> CHU de NICE	DATE DE NOTIFICATION
<input type="checkbox"/> CH de PUGET THENIERS	Cliquez ici pour entrer une date.
<input type="checkbox"/> CH de la VESUBIE	Cliquez ici pour entrer une date.
<input type="checkbox"/> CH ST MAUR de ST ETIENNE DE TINEE	Cliquez ici pour entrer une date.
<input type="checkbox"/> CH de SOSPEL	Cliquez ici pour entrer une date.
<input type="checkbox"/> CH ST LAZARE de TENDE	Cliquez ici pour entrer une date.
<input checked="" type="checkbox"/> CENTRE de LONG SEJOUR de VALLAURIS	DATE DE NOTIFICATION

Clause de réexamen : En application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique, la liste ci-dessus des établissements concernés par la présente consultation pourra être complétée en cours de marché si des Établissements Partie décident de s'y rattacher.

Cette adhésion se fera au fur et à mesure des besoins de ces établissements tout au long de la durée de validité du marché.

Le ou les titulaires de marché en seront informés par le C.H.U de NICE par mail via les échanges sécurisés de la plate-forme PLACE.

MP 01/20	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO DMS	V2	PAGE : 6/23
C.C.P. AO GHT FOURNITURE DE DMS D'ABORD PARENTERAL 2022			
DATE D'APPLICATION : OCTOBRE 2021			

2. CADRE JURIDIQUE

Cette consultation est passée selon une procédure d'**Appel d'offres** en application des articles L1111-1, L2124-1, L2124-2, R2124-1, R2124-2.1°, R2131-16.1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.

3. TYPE ET FORME DE LA CONSULTATION

La consultation aboutira à un Accord cadre mono attributaire exécuté au moyen de bons de commandes (Articles R2162-13 et R2162-14 du code sus visé) émis par chaque établissement du GHT.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre et pourront s'exécuter au plus tard dans un délai de 3 mois après le dernier jour de validité de l'accord cadre.

Cet Accord cadre est passé **sans minimum, ni maximum**. (Article R2162-4.3°).

4. DUREE, DATE D'EFFET, ET MODALITES DE RECONDUCTION

DEMARRAGE DU MARCHE	
<input checked="" type="radio"/> A DATE DE NOTIFICATION	<input type="radio"/> A DATE FIXE
<p>Le présent Accord Cadre est conclu pour une période allant de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2022 renouvelable 3 fois 1 an par reconduction tacite.</p> <p>Le marché prendra effet à la date de notification,</p> <p>La date de fin d'exécution, période de reconduction comprise est fixée au :</p> <p style="text-align: center;">31/12/2025</p>	
<p>Cette reconduction tacite signifie que le silence gardé par le CHU de NICE en sa qualité d'Établissement Support du GHT 06 reconduit automatiquement le marché pour tous les Établissements du GHT concernés.</p> <p>Dans ce cadre le titulaire du marché ne pourra refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R 2112-4 du Code de la Commande Publique. Par contre le CHU de NICE se réserve la possibilité de ne pas reconduire un ou plusieurs lots et ceci sans indemnité pour le titulaire.</p> <p>La décision de non reconduction sera expressément notifiée par lettre recommandée ou via les échanges sécurisés du Profil Acheteur du CHU 3 mois avant la fin de la période en cours.</p>	

5. EVOLUTION TECHNOLOGIQUE, TECHNIQUE OU REGLEMENTAIRE

En cas d'évolution technologique pendant la période d'exécution du marché public, le titulaire aura la possibilité, après accord du C.H.U de NICE de modifier ou de remplacer les fournitures objets du présent marché public par des fournitures ou services plus performants ou adaptés aux besoins, sans supplément de prix.

Ces modifications ne feront pas l'objet d'avenant.

Dans ce cas, le titulaire devra fournir un certificat indiquant :

- D'une part, que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne
- D'autre part, que le prix fixé au marché public pour l'ancienne référence est maintenu.

En cas d'évolution technologique majeure, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses, ou d'évolution réglementaire, le C.H.U de NICE se réserve le droit au nom du G.H.T 06 de résilier le marché public sans indemnité, après un préavis de 3 mois par dérogation à l'article 38 du CCAG-FS.

6. EXECUTION COMPLEMENTAIRE

Conformément à l'article R2122-4 1° du Code de la Commande Publique, un marché public pourra être passé pour la réalisation de livraisons complémentaires ou prestations similaires à celles du présent marché.

7. ALLOTISSEMENT

LOTS	
• LOTS MULTIPLES	La présente consultation comporte 81 lots cités ci-après dont les spécifications techniques figurent en Annexe 5.
Conformément à l'article R 2113-1 du Code de la Commande Publique, le Pouvoir Adjudicateur autorise l'Opérateur Économique à soumissionner à :	
Un lot / Plusieurs lots/ la Totalité des lots	
L'attribution sera faite lot par lot. Chacun des lots donnera lieu à la passation d'un marché public. Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de ne signer qu'un seul marché regroupant l'ensemble des lots attribués à un même candidat.	

8. DOCUMENTS CONTRACTUELS

L'Accord cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4 du CCAG FCS :

- L'acte d'engagement de l'opérateur économique, ses annexes dont l'annexe bordereau de prix et l'annexe liste des comptables assignataires.

MP 01/20	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO DMS	V2	PAGE : 8/23
C.C.P. AO GHT FOURNITURE DE DMS D'ABORD PARENTERAL 2022			
DATE D'APPLICATION : OCTOBRE 2021			

- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) dont l'original conservé dans les archives du C.H.U. de NICE fait seul foi. Et son annexe : adresses de facturation pour les membres du GHT.
- Les bons de commande.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés de fournitures courantes et de services passés pour le compte des Collectivités Locales et de leurs Établissements Publics (Arrêté du 30/03/2021) non joint.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.
- **L'offre technique du titulaire (fiches techniques et échantillons).**

9. DELAIS D'EXECUTION CONTRACTUELS

9.1. ETABLISSEMENT DE LA COMMANDE

Conformément aux articles R 2162-2 et R 2162-13 et -14 du Code de la Commande Publique, les commandes seront faites au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande émis par les services gestionnaires des Établissements du GHT.

Conformément à l'article 3.1 du CCAG FCS la notification des bons de commande pourra être faite par courriel, logiciel WEB, ou télécopie. La date de réception du courriel ou de la télécopie fait courir les délais d'exécution.

Sur les bons de commande figureront les mentions ci-après :

- Le nom et adresse du titulaire.
- Le numéro du bon de commande.
- Le lieu, la date et/ou le délai de livraison.
- La désignation des fournitures.
- La quantité commandée.
- La référence au marché.
- Le prix d'engagement correspondant au prix marché.
- L'adresse de facturation.
- Le montant total HT de la commande.
- Le taux et le montant de la TVA.
- Le montant total TTC
- Caractéristiques essentielles de la fourniture.
- Quantité livrée.
- Conditionnement.
- Prix unitaires et totaux.
- Nom du transporteur.

Le double du bon de livraison, signé lisiblement par le réceptionnaire ou son représentant vaudra procès-verbal de réception de la livraison.

Il est rappelé que le fournisseur ne respectant pas le délai de livraison s'expose à des sanctions prévues au présent CCP (Article 12), ainsi qu'à celles du CCAG (Articles 41 et 45).

En cas d'urgence, les commandes pourront être passées téléphoniquement ; dans ce cas, la commande sera confirmée par un bon régulier ; pour enregistrer et exécuter la commande téléphonique, le fournisseur devra obligatoirement demander les noms et qualité du demandeur,

MP 01/20	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO DMS	V2	PAGE : 9/23
C.C.P. AO GHT FOURNITURE DE DMS D'ABORD PARENTERAL 2022			
DATE D'APPLICATION : OCTOBRE 2021			

le numéro du bon de commande de confirmation. Ces indications devront figurer sur le bon de livraison.

Les fournisseurs répondront de la qualité du matériel livré jusqu'à complète utilisation. Ils demeurent responsables des fraudes et avaries qui pourraient être commises par leur personnel et transporteur, ainsi que des défauts résultant de la fabrication et du stockage quel que soit le lieu de stockage.

Par dérogation à l'article 20.2 du CCAG-FCS les emballages restent la propriété de chaque établissement du GHT.

Lorsque le titulaire ne peut honorer une commande dans sa totalité, il doit en informer le représentant de l'établissement membre du GHT qui a passé la commande et dont les coordonnées figurent sur le bon de commande, qui prend toutes dispositions nécessaires à l'intérêt de l'établissement en différant la livraison ou en annulant la commande. L'établissement du GHT concerné se réserve le droit en raison de l'obligation de continuité du service public de faire un achat pour compte dans les conditions prévues à l'article 20 du présent CCP.

Le lieu de livraison est celui qui est indiqué sur le bon de commande.

Pour le CHU de Nice, le lieu de livraison est la **Pharmacie UCAADMS**, selon indication clairement précisée sur le bon de commande, soit :

✓ **Service Pharmacie – Secteur UCAADMS**
Hôpital Pasteur 2 – Quai de livraison
30 Voie Romaine
06000 Nice

Livraison du lundi au vendredi de 8h à 15h

Pour les autres établissements du GHT 06, le lieu de livraison figurera sur le bon de commande.

Le titulaire devra être en capacité d'approvisionner les établissements membres du GHT sans interruption tout au long du marché.

9.2. DELAIS DE LIVRAISON

Conformément à l'article 13 du CCAG FCS, les fournitures doivent être livrées dans le délai figurant sur chaque bon de commande.

Ce délai ne doit pas dépasser le délai de livraison maxi sur lequel s'engage le titulaire dans le cadre de son offre.

- **En l'absence d'indication, pour le CHU de Nice, les délais sont les suivants :**
- Pour les commandes secteur DMS le délai de livraison est de **7 jours** à compter de la date de transmission du bon de commande. Le délai de livraison est fixé à 24 heures pour les commandes urgentes passées par télécopie ou téléphone avant 16 heures.

MP 01/20	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO DMS	V2	PAGE : 10/23
C.C.P. AO GHT FOURNITURE DE DMS D'ABORD PARENTÉRAL 2022			
DATE D'APPLICATION : OCTOBRE 2021			

- Pour les commandes secteur Implants, les livraisons doivent impérativement être effectuées au maximum 48H à compter de la date de transmission du bon de commande.
- A des fins d'identification des réceptions, la mention "Secteur Implants" sera spécifiée systématiquement sur les colis.

Pour les autres établissements du GHT 06 : Le délai de livraison sera celui indiqué sur le bon de commande.

Au-delà de ce délai, des pénalités de retard telles que définies à l'article 12 du présent CCP peuvent être appliquées.

10. CONDITIONS DE LIVRAISON

Chaque livraison sera effectuée obligatoirement par le titulaire ou son mandataire sous sa responsabilité aux points de livraison, date et heure précisés sur le bon de commande dans chaque Établissement du GHT. À défaut, la marchandise pourra être refusée.

Le titulaire est réputé connaître les règles de fonctionnement de chaque établissement du GHT et accepte toutes contraintes de nature à affecter toutes les opérations de livraison.

Toute marchandise acheminée en un autre lieu que celui précisé sur le bon de commande ou égarée du fait du non-respect du lieu de livraison ne fera pas l'objet d'un paiement. En outre, le fournisseur sera tenu d'effectuer ses livraisons avec des véhicules pouvant accéder jusqu'au lieu effectif du stockage des marchandises.

Les frais de transport des fournitures sont à la charge du titulaire qui effectue les livraisons franco de port, d'emballage et de manutention dès le premier Euro.

Les fournitures seront accompagnées obligatoirement d'un bulletin de livraison comportant les indications suivantes :

- Nom du fournisseur.
- Date de livraison.
- Référence du bon de commande.

1) DISPOSITIONS PARTICULIERES

En cas d'urgence justifiée, la livraison pourra être demandée à la Pharmacie de chaque établissement du GHT 06 assurant les gardes de week-end et jours fériés ou selon les indications communiquées par la pharmacie.

L'opérateur économique retenu fera connaître la procédure de dépannage en urgence pour les week-ends, jours fériés et durant les périodes de fermeture pour congés annuels. Il devra mentionner les noms et coordonnées téléphoniques ainsi que le numéro de télécopie de la personne à contacter.

Les titulaires de marchés doivent impérativement et prioritairement informer la Pharmacie UCAADMS du CHU de NICE de tout élément d'ordre juridique, administratif et comptable qui pourrait affecter l'exécution du contrat.

MP 01/20	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO DMS	V2	PAGE : 11/23
C.C.P. AO GHT FOURNITURE DE DMS D'ABORD PARENTERAL 2022			
DATE D'APPLICATION : OCTOBRE 2021			

En cas de besoin préalable à la notification du marché, les établissements pourront établir un bon de commande au prix proposé par le candidat dans le cadre de son offre à la présente procédure.

2) DISPOSITIONS SPECIALES EN CAS DE CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES

L'opérateur économique retenu s'engage à mettre tous les moyens en œuvre afin d'assurer les livraisons même en cas de circonstances exceptionnelles (grèves, plan BLANC, catastrophes naturelles...).

11. CONTROLE DES LIVRAISONS ET ADMISSION

11.1. VERIFICATIONS SIMPLES

Des vérifications quantitatives (conformité entre la quantité définie sur le bon de commande et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement livrée) et qualitatives simples sont effectuées lors de la livraison dans chaque établissement du GHT.

11.2. VERIFICATIONS APPROFONDIES

Les contrôles de livraison et de réception des fournitures se feront dans un délai de 15 jours à compter de la date de livraison.

La fourniture devra être strictement conforme :

- Aux spécifications précisées dans le C.C.T.P. du présent marché.
- Aux échantillons remis lors de la soumission.
- Aux spécifications des textes réglementaires en vigueur (normes AFNOR).

Ces vérifications seront pratiquées par un responsable de l'établissement du GHT.

Les décisions après vérifications seront prises en application de l'article 29 du CCAG. Au cas où les opérations de vérifications nécessiteraient une expertise, celle-ci sera à la charge du titulaire du marché. Il est précisé, en outre, que toute clause des conditions générales de vente du titulaire ne sera applicable que dans la mesure où elle ne fera pas obstacle aux clauses contenues dans le présent acte aussi bien que dans les autres documents contractuels énumérés à l'article 8 du présent CCP.

En cas de non-conformité qualitative, le représentant de l'administration peut prononcer :

- une réfaction selon l'étendue des imperfections, déterminée d'un commun accord, le défaut d'accord entraînant un rejet.
- un rejet total ou partiel avec remplacement immédiat après mise en demeure écrite auprès du titulaire ou son représentant.

12. PENALITES POUR RETARD DE LIVRAISON OU INDISPONIBILITE

Les pénalités pour retard sont celles prévues par l'article 14 du C.C.A.G.

Lorsque le délai d'exécution contractuel est dépassé, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R$$

MP 01/20	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO DMS	V2	PAGE : 12/23
C.C.P. AO GHT FOURNITURE DE DMS D'ABORD PARENTERAL 2022			
DATE D'APPLICATION : OCTOBRE 2021			

1000

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité

V = la valeur des fournitures sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des fournitures en retard ou de l'ensemble des fournitures si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

R = le nombre de jours de retard.


Les pénalités peuvent être appliquées pendant une période de 3 mois. Au-delà de ce terme, le marché est résiliable de plein droit aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable.

13. DELAIS DE GARANTIE – NORME

13.1 NORME

Les fournitures doivent être conformes à la législation et à la réglementation en vigueur ainsi qu'aux prescriptions techniques et normes européennes édictées en la matière.

13.2 DELAIS DE GARANTIE

DELAIS DE GARANTIE	
 SANS GARANTIE	SANS OBJET

14. MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

Les prix doivent inclure toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres s'appliquant réglementairement aux fournitures et prestations associées. Ils s'entendent pour la fourniture rendue franco de port et d'emballage au lieu défini sur le bon de livraison, sans minimum.

Si des créations, majorations, diminutions, suspensions, suppressions de droits et taxes intervenaient postérieurement à la date limite fixée pour le dépôt de l'offre, le prix serait modifié en conséquence pour les livraisons auxquelles ces variations de droit et taxes auraient été effectivement appliquées.

L'acte d'engagement indiquera éventuellement ce qui doit être réglé respectivement au fournisseur, à ses cotraitants ou sous-traitants éventuels.

N.B : A la fin du marché, si pour quelques causes que ce soit, le CHU de Nice n'est pas en mesure de notifier les nouveaux marchés dans les délais, le titulaire du marché en cours maintiendra les prix un mois de plus

14.1 FORME DES PRIX

Le marché est traité à prix unitaire. Les prix unitaires du bordereau de prix seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les calculs de prix seront effectués avec 2 décimales en appliquant la méthodologie suivante :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 la deuxième décimale est inchangée

MP 01/20	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO DMS	V2	PAGE : 13/23
C.C.P. AO GHT FOURNITURE DE DMS D'ABORD PARENTERAL 2022			
DATE D'APPLICATION : OCTOBRE 2021			

- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 la deuxième décimale est augmentée d'une unité.

L'unité monétaire est l'€uro.

14.2 PRIX DE REGLEMENT

14.2.1 MOIS D'ETABLISSEMENT DU (OU DES) PRIX DU MARCHE

Le(s) prix unitaire(s) figurant à l'acte d'engagement ou dans une annexe à celui-ci est réputé (sont réputés) établi(s) aux conditions économiques du mois de lancement de la présente consultation. Ce mois est appelé mois zéro (M0).

14.2.2 VARIATION DES PRIX

MODALITES DE VARIATION DES PRIX

• Prix fermes

Conformément aux articles R2112-9 à R2112-12 du Code de la Commande Publique, les prix sont fermes pour la durée du marché période de reconductions comprises. Les établissements pourront néanmoins profiter des offres promotionnelles proposées si celles-ci leur sont favorables.

Tout ajustement à la baisse devra faire l'objet d'une répercussion immédiate sur le prix du marché dès le changement de tarif du fournisseur (exemple : LPPR, remise en cours de marché) et devra être notifié par l'Opérateur Economique bien avant la date d'entrée en vigueur de la baisse de prix.

14.2.3 PRIX PROMOTIONNELS

Le titulaire s'engage, au cours de l'exécution du marché public à informer le C.H.U de NICE des offres promotionnelles qu'il est susceptible de lui proposer et à lui en faire bénéficier.

Il s'engage ainsi à communiquer par courriel à la cellule des marchés du C.H.U de NICE qui accusera réception et répercutera sur les établissements du GHT :

- Les produits concernés par la promotion.
- La durée de l'offre promotionnelle.
- Les prix modifiés par la promotion.

Ces prix s'appliqueront aux commandes notifiées pendant la période promotionnelle à condition qu'ils s'avèrent être des prix inférieurs aux prix nets résultants de l'application des clauses marchés.

14.2.4 RISTOURNE SUR CHIFFRE D'AFFAIRES DE LA PERIODE

L'opérateur économique indique à l'acte d'engagement une ristourne sur chiffre d'affaires qu'il réalise durant chaque période du marché public.

MP 01/20	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO DMS	V2	PAGE : 14/23
C.C.P. AO GHT FOURNITURE DE DMS D'ABORD PARENTERAL 2022			
DATE D'APPLICATION : OCTOBRE 2021			

Cette clause vise à appliquer en fin de chaque période du présent marché public, une ristourne en raison des quantités réalisées au cours de la période concernée.

Elle permet de prendre en compte la réalité des achats effectués auprès du titulaire du marché.

14.2.5 AUTRES REMISES

Des remises commerciales ou sur conditions logistiques, ainsi que des escomptes pour paiement rapide peuvent être accordés. L'opérateur économique devra, à cet effet, renseigner l'annexe 6 au RC: « Fiche prestation fournisseur ».

14.2.6 FOURNITURES ACHETÉES HORS BPU ET BÉNÉFICIAIRE D'UNE REMISE SUR CATALOGUE

Le candidat devra fournir son catalogue en indiquant le pourcentage de remise accordé.

15. AVANCE

Une avance remboursable est accordée aux titulaires des marchés conformément à l'article R2191-3 du Code de la Commande Publique, lorsque le montant initial du marché ou la tranche ou le bon de commande est supérieur à 50.000 €. HT et si le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le soumissionnaire au marché est tenu d'informer le C.H.U. de Nice s'il renonce ou pas au bénéfice de l'avance.

Pour cela, il est obligatoire de remplir en Page 3 de l'imprimé ATTRI1 : « ACTE D'ENGAGEMENT », le point B4 - Engagement du candidat.

Le montant de l'avance est déterminé par application de l'article R 2191-7 du même code.

- Si le délai d'exécution du marché est inférieur ou égal à 12 MOIS le montant de l'avance est fixé entre 5 et 30% du montant initial toutes taxes comprises.
- Si le délai d'exécution du marché est supérieur à 12 MOIS le montant de l'avance est fixé entre 5 et 30 % d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance versée n'est ni révisable, ni actualisable.

Dans l'hypothèse où sur l'acte d'engagement, aucune case ne serait cochée, le C.H.U. de NICE considère que l'opérateur économique renonce à ladite avance.

16. ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DÉFINITIFS

ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DÉFINITIFS

☒ SANS

Sans objet pour cette consultation.

17. PAIEMENT ET ÉTABLISSEMENT DE LA FACTURE

17.1 MODE DE RÈGLEMENT

Le paiement des sommes dues au titre du présent marché sera effectué dans un délai maximum de 50 jours à compter de la date de réception de la facture, par virement administratif.

MP 01/20	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO DMS	V2	PAGE : 15/23
C.C.P. AO GHT FOURNITURE DE DMS D'ABORD PARENTERAL 2022			
DATE D'APPLICATION : OCTOBRE 2021			

Le financement sera effectué sur fonds propres du C.H.U. **en section d'exploitation.**

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires est fixé à 40 Euros

17.2 PERSONNES DESIGNÉES POUR LE REGLEMENT

Ordonnateur :

Voir annexe N° 7 Coordonnées des ordonnateurs des Établissements du GHT

Comptable assignataire du paiement :

Voir annexe N° 7 Coordonnées des comptables des Établissements du GHT

17.3 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

17.3.1. FACTURE ELECTRONIQUE

Conformément au décret n°2019-748 du 18 Juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la Commande Publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

17.3.2. DEPOT DE LA FACTURE ELECTRONIQUE

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'État « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus ».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture.
- La désignation de l'émetteur (d'identité, nom, n° Siret et adresse du fournisseur) et du destinataire de la facture.
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries.
- Le numéro et la date du marché et de chacune de ses modifications, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande.

MP 01/20	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO DMS	V2	PAGE : 16/23
C.C.P. AO GHT FOURNITURE DE DMS D'ABORD PARENTERAL 2022			
DATE D'APPLICATION : OCTOBRE 2021			

- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique.
- Le code d'identification du service en charge du paiement.
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux.
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations, prestations accessoires et travaux réalisés.
- Le % de remise consentie sur le tarif public du candidat le cas échéant.
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire.
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération.
- Le montant TTC des fournitures livrées.
- Le numéro de compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'Acte d'Engagement + mention du RIB + code guichet + code bancaire.
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement.
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service est exigé par le C.H.

Pour chaque livraison, une facture sera transmise par le titulaire et ce dans les 5 jours qui suivent la livraison.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service est exigé par les établissements dont il conviendra de se rapprocher afin de l'obtenir (pour le CHU de Nice : PHARDMS pour les dispositifs médicaux stériles et PHARDMI pour les dispositifs médicaux stériles implantables).

Conformément aux articles R 2191-46 à R 2191-51 du Code de la Commande Publique, les marchés peuvent être affectés en nantissement ou en cession de créances.

18.RETENUE DE GARANTIE

RETENUE DE GARANTIE	
<input checked="" type="radio"/> SANS RETENUE	SANS OBJET

19.NANTISSEMENT ET CESSIION DE CREANCE

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il devra en faire la demande à la Cellule des Marchés, accompagnée de la copie de l'acte d'engagement qui lui a été délivrée s'il ne souhaite pas recevoir un certificat de cessibilité.

L'acte d'engagement complété ou le certificat de cessibilité complété et signé sera renvoyé au titulaire en exemple unique par lettre recommandée. En cas de perte, il ne sera pas délivré de duplicata.

MP 01/20	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO DMS	V2	PAGE : 17/23
C.C.P. AO GHT FOURNITURE DE DMS D'ABORD PARENTERAL 2022			
DATE D'APPLICATION : OCTOBRE 2021			

20.EXECUTION PAR DEFAUT

Le C.H.U de NICE peut faire procéder par un tiers à l'exécution des fournitures ou prestations prévues par le marché public, aux frais et risques du titulaire :

- soit en cas d'inexécution de ce dernier d'une fourniture ou prestation qui ne peut souffrir aucun retard, ou de non remplacement dans les délais accordés d'une fourniture ayant fait l'objet d'un rejet.
- soit en cas de résiliation du marché public prononcé aux torts du titulaire, conformément à l'article 45.1 du CCAG-FCS.

En cas de différence de prix au détriment du C.H.U. de NICE, l'augmentation des dépenses sera mise de plein droit à la charge du titulaire et imputée d'office sur le montant du premier paiement suivant effectué à son profit (article 45 du C.C.A.G.).

21.RESILIATION

La résiliation sera envisagée dans le cas de carence répétée (cf. article 20) mais également en cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles.

Le C.H.U. de NICE, Établissement support du G.H.T 06 pourra résilier le marché sans indemnité, après avoir invité le titulaire à présenter des observations, dans un délai de 15 jours.

22.REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au C.H.U de NICE en tant qu'établissement support du GHT.

Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

- En cas de redressement judiciaire, la Cellule des marchés adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public dans les conditions de l'article L622-13 du code du commerce.
En cas de réponse négative, la résiliation du marché est prononcée.
- En cas de liquidation judiciaire, la Cellule des marchés adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public dans les conditions de l'article L641-10 du code du commerce.
En cas de réponse négative, la résiliation du marché est prononcée.

La résiliation prend effet à la date de l'événement et n'ouvre aucun droit pour le titulaire à indemnité.

23.OBLIGATIONS DU TITULAIRE

23.1. MODIFICATIONS DES DONNEES ADMINISTRATIVES

Le titulaire est tenu de notifier sans délai aux différents établissements du GHT les modifications survenant au cours de l'exécution du marché (personnes ayant pouvoir d'engager la société, raison sociale, forme de l'entreprise, adresse, renseignements concernant un sous-traitant, compte de règlement bancaire, de façon générale toutes les modifications importantes de

MP 01/20	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO DMS	V2	PAGE : 18/23
C.C.P. AO GHT FOURNITURE DE DMS D'ABORD PARENTAL 2022			
DATE D'APPLICATION : OCTOBRE 2021			

fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché) et faire parvenir le cas échéant à la Cellule des Marchés, un extrait K-bis du registre du commerce, une photocopie de l'extrait du journal des annonces légales et juridiques et un RIB.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation, après réception des documents nécessaires. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à régularisation.

23.2. DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont ou qui deviennent publics.

Les manquements aux prescriptions du paragraphe ci-dessus sont sanctionnés administrativement conformément au C.C.A.G.

23.3. DISCRETION DES DONNEES PERSONNELLES

Par dérogation à l'article 5.2 du C.C.A.G. FCS, dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 Avril 2016 applicable à compter du 25 Mai 2018 ainsi que la loi n°78-17 du 6 Janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

23.4. ASSURANCES

Le titulaire du marché doit pouvoir justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie d'assurance garantissant sa responsabilité civile pour tous dommages de toute nature causée à un tiers du fait d'accident dû à un matériel défectueux ou à un évènement engageant sa responsabilité après réception.

24. EVOLUTION LEGISLATIVE OU REGLEMENTAIRE

Le marché public est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure.

Si à la suite d'une modification de la réglementation, d'une décision administrative ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire s'avérerait nécessaire, que ce soit sur le plan technique ou financier, il s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché public.

Le C.H.U de NICE pourra modifier le marché public afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation.

En cas de refus du titulaire, le marché sera résilié sans indemnisation.

MP 01/20	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO DMS	V2	PAGE : 19/23
C.C.P. AO GHT FOURNITURE DE DMS D'ABORD PARENTAL 2022			
DATE D'APPLICATION : OCTOBRE 2021			

25. REGLEMENT DES LITIGES

25.1 INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS CONTENTIEUX

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents et plus précisément le Tribunal Administratif de NICE.

Il est à ce titre désigné comme l'instance chargée des procédures de recours ainsi que comme le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

(Voir Annexe n° 4 du RC).

25.2 INTRODUCTION DES RECOURS CONTENTIEUX

- Un référé précontractuel peut intervenir pendant toute la phase de passation, de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence jusqu'à la signature du marché public (article L 551-1 du code de justice administrative).
- Un référé contractuel peut être formé à partir de la signature du marché public, dans un délai au plus égal à six mois (article L 551-13 du code de justice administrative).
- Un référé suspension, assorti d'une demande en annulation dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir, peut-être formé sur toute décision unilatérale concourant à la conclusion de marché public. Le recours doit être introduit à compter de la date de notification ou de publication de la décision mais avant la signature du marché public (article L 521-1 du code de justice administrative).
- Un recours pour excès de pouvoir peut être formé dans les 2 mois de la notification d'une déclaration sans suite ou d'une déclaration d'infructuosité.
- Un recours de pleine juridiction en contestation de la validité de contrat peut être formé par les candidats évincés dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication de la décision de signer le marché.

26. CARACTERE CONFIDENTIEL DES COMMUNICATIONS

Il est rappelé que les opérateurs économiques sont tenus à l'obligation de confidentialité prévue à l'article 5 du C.C.A.G.

Ils ne peuvent faire état de résultat des essais qu'avec l'autorisation préalable du C.H.U. de NICE. Les manquements aux prescriptions du paragraphe ci-dessus sont sanctionnés administrativement conformément au C.C.A.G.

27. COALITIONS – ENTENTES – POURSUITES

Il est rappelé aux opérateurs économiques que toute coalition, toute entente illicite, toute manœuvre ayant pour but ou pour effet de porter atteinte à la liberté et à la sincérité des enchères, seront poursuivies conformément à l'article L 420-1 du Code de Commerce, sans préjudice de l'exclusion des délinquants de toutes les consultations à venir.

MP 01/20	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO DMS	V2	PAGE : 20/23
C.C.P. AO GHT FOURNITURE DE DMS D'ABORD PARENTERAL 2022			
DATE D'APPLICATION : OCTOBRE 2021			

28.DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

NATURE DE LA DEROGATION	ARTICLES DU PRESENT CCP	ARTICLES DU CCAG AUXQUELS IL EST DEROGE
EVOLUTION TECHNOLOGIQUE, TECHNIQUE OU REGLEMENTAIRE	ARTICLE 5	ARTICLE 38
DOCUMENTS CONTRACTUELS	ARTICLE 8	ARTICLE 4
ETABLISSEMENT DE LA COMMANDE	ARTICLE 9.1	ARTICLE 20.2
DISCRETION DES DONNEES PERSONNELLES	ARTICLE 23.3	ARTICLE 5.2

B. CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

29. DESCRIPTIF DES LOTS

29.1- GENERALITES

Les dispositifs médicaux devront être conformes aux textes communautaires et nationaux en vigueur.

Les produits proposés devront être conformes à la législation, réglementation et normes en vigueur et sont définis par référence :

- Au Code de la Santé Publique,
- Aux réglementations françaises et européennes sur les dispositifs médicaux,
- A la réglementation des pharmacopées françaises et européennes,
- Aux normes européennes harmonisées ainsi qu'aux spécifications techniques établies par les GPEM.

Ils doivent avoir un certificat de marquage CE délivré par un organisme notifié en cours de validité. Leurs spécifications techniques doivent être répertoriées dans une fiche technique comportant tous les renseignements intéressant le dispositif : nom, références, classe du dispositif, descriptif, notice d'utilisation, publications, étiquetage, conditionnement, le code CLADIMED, le cas échéant : le code LPPR.

L'étiquetage des dispositifs médicaux stériles doit être conforme au Règlement Européen 2017/745.

- la désignation générique exacte du produit
- le marquage CE et le numéro de l'organisme notifié
- le numéro du lot ou de série
- la date limite d'utilisation
- le mode de stérilisation

L'étiquetage sera fait en langue française.

MP 01/20	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO DMS	V2	PAGE : 21/23
C.C.P. AO GHT FOURNITURE DE DMS D'ABORD PARENTERAL 2022			
DATE D'APPLICATION : OCTOBRE 2021			

L'Opérateur Economique devra préciser si l'article est à usage unique ou à usage multiple et le procédé de stérilisation compatible.

29.2 - Qualification des opérateurs économiques et Assurance Qualité

29.2.1 - Qualification des opérateurs économiques

L'opérateur économique devra apporter la preuve d'une organisation formalisée par un système qualité garantissant la qualité des marchandises jusqu'à leur utilisation.

Afin de permettre le suivi de l'assurance qualité, l'opérateur économique communiquera obligatoirement les indications suivantes :

- certification, ISO, EN (préciser l'organisme certificateur),
- références aux normes françaises, européennes et autres,
- nom du responsable Matéiovigilance.

29.2.2 – Informations techniques – formation – garanties

Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation rédigée en langue française nécessaire à une utilisation et à un fonctionnement correct des Dispositifs livrés.

Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs, sans supplément de prix.

Il est demandé de joindre au dossier de réponse de l'Appel d'Offres, l'ensemble des éléments suivant :

- copie du certificat de marquage CE précisant les n° et nom de l'organisme notifié (s'il venait à échéance au cours de la période d'exécution du marché, **sa mise à jour devra être transmise**).
- la fiche technique du dispositif
- la notice d'utilisation du dispositif médical
- la copie de l'avis de la Commission Nationale d'Evaluation des Dispositifs Médicaux et Technologies de Santé (CNEDMiTS) obtenu en vue de l'inscription sur la liste des produits et prestations remboursables (LPPR).

Le titulaire du marché s'engage à former les utilisateurs des produits proposés et retenus dans le cadre de la consultation. Il précisera dans une note détaillée les modalités d'accompagnement, de mise en service et de formation. Le nombre et la qualité des intervenants seront également indiqués, ainsi que le délai d'intervention qui sera précisé.

La fourniture est garantie contre tout vice de fabrication ou défaut à compter du jour de réception et pendant le délai d'utilisation indiqué dans les emballages d'origine.

29.3 – Spécifications techniques particulières

La durée de validité des produits livrés doit être :

- égale ou supérieure au 2/3 de la validité totale pour les produits à péremption inférieure à un an,
- au moins un an pour les autres produits.

Des fiches techniques détaillées devront être adressées pour chaque dispositif proposé.

MP 01/20	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO DMS	V2	PAGE : 22/23
C.C.P. AO GHT FOURNITURE DE DMS D'ABORD PARENTERAL 2022			
DATE D'APPLICATION : OCTOBRE 2021			

29.4 – PRET D'ANCILLAIRE ET DEPOT D'IMPLANTS (le cas échéant)

29.4.1 Prêts d'ancillaire

Pendant l'exécution du marché, pour les dispositifs nécessitant un ancillaire de pose celui-ci sera fourni par le titulaire sous la forme de prêt pour la durée du marché ou, d'une mise à disposition ponctuelle.

En cas de prêt, il sera conclu une convention de prêt à laquelle les parties devront impérativement se soumettre.

Une proposition de prix sur l'instrumentation spécifique de ces ancillaires sera fournie et intégrée au marché dans le cas de nécessité de remplacement de matériel cassé.

Les spécifications concernant la stérilisation du matériel devront être fournies.

Tout matériel doit être accompagné d'une fiche de traçabilité attestant l'application de l'instruction n° GDS/RI3/2011/449 du 1er décembre 2011 (évaluation du risque dispositif/acte/patient et traitement en fonction du risque).

29.4.2 Dépôts d'implants

Pendant l'exécution du marché il peut être demandé un dépôt d'implants permanent ou ponctuel dans les différents services du GHT. En cas de dépôt permanent, le dépôt devra être régulièrement contrôlé par le titulaire du marché qui s'engage à gérer les implants à péremption proche.

L'inventaire du stock initial ainsi que le contrat de dépôt devront être transmis au Pharmacien au moment de la mise en dépôt dans le service. Toute modification du dépôt sera impérativement communiquée au Pharmacien.

Le Dépôt devra être conforme aux besoins des différents utilisateurs.

Attention : toute mise en dépôt, sans autorisation préalable de l'acheteur, engage la responsabilité directe de l'Opérateur Economique en matière de traçabilité et de Matérovigilance et ne fera pas l'objet de régularisation financière.

Tout matériel envoyé doit être accompagné d'une fiche de traçabilité attestant l'application de l'instruction n° DGS/ RI3/ 2011/ 449 du 1^{er} décembre 2011 (évaluation du risque dispositif/ acte/ patient en fonction du risque)

Enfin, chacune, des références d'implants, envoyée dans le prêt temporaire devra être référencée dans le marché en cours.

29.5 – MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENT

En cas de mise à disposition d'équipement associé à certains des consommables demandés, une convention de mise à disposition sera établie en accord avec le service Biomédical du CHU de NICE. (Tél. : Service Biomédical : 04.92.03.41.78) ou de chaque établissement du GHT concerné.

MP 01/20	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO DMS	V2	PAGE : 23/23
C.C.P. AO GHT FOURNITURE DE DMS D'ABORD PARENTERAL 2022			
DATE D'APPLICATION : OCTOBRE 2021			

La convention sera fournie par le service Biomédical de chaque établissement concerné.

Ce document sera à remplir par la société retenue et aucune modification ne sera effectuée sur ce même document.

IMPORTANT :

L'ensemble des consommables associés à chaque lot devra impérativement être proposé, sous forme détaillée ou sous forme de remise sur tarif.

Un certificat de compatibilité avec l'équipement devra être fourni.